

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis-Abeba, Éthiopie, B.P 3243

Telephone: 5517 700

Fax: 5517844

Site Web [www.au.int](http://www.au.int)

---

**CONSEIL EXECUTIF**

**Trente-huitième (38<sup>ème</sup>) session ordinaire**

**Vidéoconférence**

**3-4 février 2021**

**Addis-Abeba (Éthiopie)**

**EX.CL/1266(XXXVIII)**

Original : anglais

**CRÉER UNE DYNAMIQUE POUR LE THÈME DE  
L'UNION AFRICAINE EN 2022 :  
« RENFORCER LA RÉSILIENCE EN MATIÈRE DE NUTRITION À  
TRAVERS LE CONTINENT AFRICAIN » EN 2022**

*(Point proposé par la République de Côte d'Ivoire)*

**Créer une dynamique pour le thème de l'Union Africaine en 2022 :  
« Renforcer la résilience en matière de nutrition à travers  
le continent Africain » en 2022**

**NOTE CONCEPTUELLE**

---

**Définitions**

Aux fins de la présente note conceptuelle, on entend par :

- « **Nutrition** », ensemble des réactions métaboliques par lesquelles l'organisme transforme et utilise les aliments et les liquides pour répondre aux besoins nécessaires à son bon fonctionnement, à l'entretien et au développement de ses fonctions vitales et se maintenir en vie ;
- « **Malnutrition** », état pathologique résultant d'une inadéquation entre les apports alimentaires et les besoins de l'organisme. Ce terme couvre 2 grands groupes d'affections :
  - **La sous-nutrition** qui comprend le retard de croissance ou malnutrition chronique (faible rapport taille/âge), l'émaciation ou malnutrition aigüe (faible rapport poids/taille), l'insuffisance pondérale (faible rapport poids/âge) et les carences en micronutriments (vitamines et sels minéraux) encore appelées la « faim cachée » ;
  - **La sur-nutrition** comprend le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (par exemple les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux, le diabète et le cancer) ;
- « **Allaitement exclusif** », la pratique d'alimentation qui consiste à ne donner au bébé que le lait de sa mère jusqu'à 6 mois et aucun autre aliment ou boisson à l'exception des médicaments prescrits par le médecin ;
- « **Sécurité nutritionnelle** », les quantités et combinaisons appropriées d'apports tels que la nourriture, les services de nutrition et de santé, ainsi que le temps requis pour assurer à tout moment une vie active et saine pour tous ;
- « **Système de santé** » ou système de soins de santé, ensemble des organisations, des institutions, des ressources et des personnes dont l'objectif principal est d'améliorer la santé. (OMS). Il décrit les moyens organisationnels et stratégiques mis en place par pays, par zones géographiques ou entités communautaires, afin d'assurer une continuité et une qualité des prestations de santé ;
- « **Système alimentaire** », englobe toute activité relative à la production, la transformation et la consommation des aliments susceptibles d'affecter la nutrition humaine et la santé ;
- « **Mouvement SUN - Scaling Up Nutrition** », Mouvement pour le renforcement de la nutrition lancé en 2010 par le Secrétaire Général des Nations Unies. Il repose sur le principe qu'aucune personne ou organisation, ni aucun gouvernement, ne dispose d'un mandat unique pour améliorer la nutrition, mais au contraire, implique un ensemble de parties prenantes pouvant contribuer. Si les gouvernements sont tenus de garantir une nutrition adéquate à leurs populations, toutes les parties prenantes du Mouvement SUN ont l'obligation de soutenir ces efforts et de rendre des comptes aux personnes à risque de malnutrition.

## 1. Introduction

La malnutrition sous toutes ses formes<sup>1</sup> entrave le développement des individus, des communautés et des nations à travers l'Afrique et le monde entier. La sous-nutrition est particulièrement une cause sous-jacente de près de la moitié des décès d'enfants<sup>2</sup>. Sur le continent Africain, 30% des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, ce qui les rend vulnérables aux infections et aux maladies et les empêche de se développer pleinement<sup>3</sup>. Un enfant souffrant d'un retard de croissance n'atteindra jamais sa pleine capacité cognitive, aura un quotient intellectuel (QI) réduit, un parcours éducatif inachevé et un revenu estimé à 20% de moins en tant qu'adulte<sup>4</sup>. L'élimination de la sous-nutrition peut augmenter de 11% le produit intérieur brut en Afrique<sup>5</sup>.

Dans le même temps, le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à la qualité des régimes alimentaires augmentent rapidement, aggravant les taux de morbidité et de mortalité ; et de facto accentuent le retard dans le développement économique et social des pays Africains.

Si la dernière décennie<sup>6</sup> a permis de mieux reconnaître au niveau mondial et continental l'importance d'investir dans la nutrition, des efforts substantiels restent nécessaires pour endiguer le fléau de la malnutrition.

- La malnutrition est un problème complexe causé par différents facteurs notamment, un accès et une consommation alimentaire inadéquats - les effets des maladies infectieuses - des pratiques inadéquates de soins maternels et infantiles - ainsi que des services de santé d'approvisionnement en eau, d'assainissement inappropriés. **Sa résolution passe obligatoirement par une approche multisectorielle.**
- Augmenter la production de nourriture afin d'assurer la sécurité alimentaire **ne suffit pas pour mettre fin à la malnutrition**. Une attention particulière doit être accordée à **tous les déterminants** avec un focus sur la petite enfance pendant les « **mille premiers jours** » de **la vie d'un individu**, qui part de la conception de l'enfant à son deuxième anniversaire. Ceci nécessite également une attention à la bonne santé et à la nutrition des femmes enceintes et allaitantes, des nourrissons et des jeunes enfants, en promouvant notamment **l'allaitement maternel**

---

<sup>1</sup> La malnutrition, sous toutes ses formes, comprend la dénutrition (émaciation, retard de croissance, insuffisance pondérale), l'insuffisance de vitamines ou de minéraux, le surpoids, l'obésité et les maladies chroniques non transmissibles liées au régime qui en résultent.

<sup>2</sup> Black RE, Victora CG, Walker SP, and the Maternal and Child Nutrition Study Group. Maternal and child undernutrition and overweight in low-income and middle-income countries. The Lancet 2013; published online June 6. [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60937-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60937-X)

<sup>3</sup> FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2019. The State of Food Security and Nutrition in the World 2019. Safeguarding against economic slowdowns and downturns. Rome, FAO

<sup>4</sup> WHO. 2014. Global Nutrition Targets 2025 Stunting Policy Brief

<sup>5</sup> IFPRI. 2016. Global Nutrition Report 2016: From Promise to Impact: Ending Malnutrition by 2030

<sup>6</sup> De nombreux cadres et engagements internationaux ont été élaborés dans le but spécifique d'aider les pays à lutter contre la malnutrition dans toute sa complexité. Ces instruments internationaux comprennent [le programme 2030](#), [l'adoption des objectifs nutritionnels de l'Assemblée Mondiale de la Santé](#), [la 2e Conférence internationale sur la nutrition \(CIN2\)](#), le cycle [Nutrition pour la croissance](#), [les sommets sur le capital humain](#) (réunions de la Banque mondiale / du FMI au printemps / automne), l'agenda des agences de nutrition des Nations Unies ainsi que [la décennie d'action sur la nutrition \(2016-2025\)](#) et [la stratégie et feuille de route du Mouvement SUN \(2016-2020\)](#).

**exclusif** pendant les 6 premiers mois et l'allaitement maternel continu jusqu'à 2 ans et au-delà avec des aliments complémentaires appropriés.

- L'amélioration de la nutrition nécessite un changement systémique. Il faut s'assurer que la nutrition soit intégrée dans - des systèmes de santé résilients et solides grâce à la couverture sanitaire universelle – des systèmes alimentaires sains, inclusifs, durables et sensibles à l'environnement– des systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable inclusifs – des systèmes de protection sociale efficaces veillant à ce que personne ne soit laissée pour compte.

La crise sanitaire mondiale de la COVID-19 a fortement exposé la vulnérabilité économique<sup>7</sup> des pays Africains tout comme les faiblesses des systèmes de santé et alimentaires. Le prix à payer pour tenir le virus, s'est fait dans de nombreux pays africains, au détriment des gains réalisés **dans la réduction de la malnutrition**. Il est vital que ces gains soient protégés par une aide publique au développement accrue et bien ciblée mais surtout par une hausse des allocations de ressources nationales, axées sur le bien-être nutritionnel des populations, y compris les plus vulnérables.

Déclarer **2022 l'année de l'Union Africaine pour la nutrition** à travers "Nourrir le développement et la prospérité de l'Afrique", serait une opportunité pour le continent de conforter son engagement pour **mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes**. Notre continent s'inscrirait ainsi dans la dynamique des sommets mondiaux :

- **Sur la « Nutrition et la croissance »<sup>8</sup> ('Nutrition For Growth-ou N4G')** organisé à **Tokyo** en Décembre 2021, par **le Gouvernement du Japon et soutenu entre autres par le Mouvement SUN**. Ce Sommet créera un élan pour des engagements dans le monde entier afin de lutter contre toutes les formes de malnutrition<sup>9</sup>.
- **Sur « les systèmes alimentaires » convoquer par le Secrétaire Général des Nations Unies**. Une énorme transformation et l'innovation le long des chaînes de valeur alimentaires sont nécessaires pour rendre les systèmes alimentaires mondiaux et nationaux à la fois résilients et durables.

## 2. Pourquoi et comment créer un élan pour la nutrition comme thème de l'Union Africaine de l'année 2022 ?

La pandémie de la COVID-19 pourrait aggraver la malnutrition. Le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire pourrait doubler, passant de 135 millions en 2019 à 265 millions en 2020, en raison des impacts de cette crise sanitaire

<sup>7</sup> <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-africa-socio-economic-implications-and-policy-responses-96e1b282/>

<sup>8</sup> Le Sommet pour la Nutrition et la Croissance était initialement prévu en décembre 2020. Du fait de la pandémie de la COVID19, ce sommet a été reporté en 2021. Les gouvernements du Canada et du Bangladesh, en partenariat avec le gouvernement du Japon et avec l'aide de la Fondation Bill & Melinda Gates, ont organisé un événement de lancement d'une année d'action Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth ou N4G) le 14 décembre 2020. Plus d'informations sont disponibles [ici](#).

<sup>9</sup> Ceci constitue une opportunité de présenter une feuille de route globale pour l'Afrique

mondiale (Estimations du Programme Alimentaire Mondial<sup>10</sup>). De manière particulière, la prévalence de la malnutrition aigue augmentera également, du fait des risques plus élevés d'insécurité alimentaire aigüe<sup>11</sup>.

La nutrition en tant que thème de l'année 2022 de l'Union Africaine est donc une **opportunité unique de garantir un plus grand engagement politique et d'investissements en faveur de la nutrition**. Cette initiative sera l'occasion de faire le point des avancées de la **Stratégie Régionale Africaine pour la Nutrition 2015-2025** et **également les différentes stratégies sectorielles en relation avec la nutrition notamment** le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) 2015-2025.

Elle s'appuiera sur le groupe de travail africain sur l'alimentation et la nutrition pour le développement (ATFFND : « *Africa Taskforce on Food and Nutrition for Development* ») et sur la plateforme des acteurs et Leaders du Continent pour la Nutrition pour catalyser et maintenir un leadership politique de haut niveau et un engagement à mettre fin à la malnutrition en Afrique.

Renforcer les systèmes de santé et mettre à l'échelle les interventions nutritionnelles à fort impact réalisées principalement via les systèmes de santé - transformer les systèmes alimentaires et garantir une alimentation nutritive et saine pour tous, sont essentiels **sans pour autant oublier de mettre l'accent sur les autres systèmes** de protection sociale, d'éducation/alphabétisation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, dans le cadre d'une approche multisectorielle plus large si nous voulons résoudre toutes les formes de malnutrition. En s'appuyant sur l'élan mondial pour la nutrition en 2021 (Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la Croissance et Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires), tous les gouvernements Africains doivent refléter leurs engagements pris lors de ces sommets mondiaux dans leur stratégie de développement. Ils mettront l'accent sur **les rôles essentiels de tous les secteurs sociaux clés dans la promotion et le soutien d'une bonne nutrition pour tous, en particulier les enfants, les adolescents et les femmes**.

Une année consacrée, via le thème « **Renforcer la résilience en matière de nutrition à travers le continent Africain** », promue par l'Union Africaine en 2022, s'inscrit à mi-parcours de la Décennie d'Action des Nations Unies pour la Nutrition et dans un contexte marqué par la crise sanitaire de COVID-19. Elle contribuera à renforcer l'engagement continental en matière de ressources domestiques allouées au financement de la nutrition. Ces ressources pourront provenir de solutions de financement innovantes nouvelles/réformées/renforcées.

Une série d'engagements programmatiques, politiques et d'impacts soutenus au niveau continental et national permettront de :

- **Maintenir la dynamique de la nutrition aux niveaux politique et public**, en s'appuyant sur les initiatives, politiques et stratégies

---

<sup>10</sup> <https://insight.wfp.org/covid-19-will-almost-double-people-in-acute-hunger-by-end-of-2020-59df0c4a8072>

<sup>11</sup> De nombreuses évidences sont encore à collecter et des efforts importants sont en cours pour i) mieux estimer l'impact que la COVID-19 aura sur les systèmes de santé et d'alimentation et ii) pour mieux conseiller les décideurs politiques sur les réponses requises.

existantes de l'UA relatives à la nutrition, les ressources et les engagements qui seront pris en 2021 au cours du Sommet de Tokyo sur la nutrition (N4G) et au Sommet mondial sur les systèmes alimentaires ;

- **Contribuer au renforcement de la collaboration multisectorielle pour la nutrition au niveau national**, en veillant à ce que tous les secteurs concernés contribuent à la lutte contre la malnutrition ;
- **Optimiser l'usage du mixage des investissements publics et privés** en renforçant le leadership gouvernemental soutenu par tous les partenaires au développement et les investisseurs privés (industrie alimentaire, fondations privées, fonds de pension, etc.) pour effectuer des investissements multisectoriels. La nutrition devrait être mieux intégrée dans tous les secteurs et plans pertinents (budgets, santé, agriculture, protection sociale, eau, hygiène et assainissement, éducation/alphabétisation, autonomisation de la femme) – elle ne devrait pas être vue comme une compétition pour l'utilisation des mêmes ressources.
- **Promouvoir, à travers les plans multisectoriels de nutrition, une meilleure cohérence et complémentarité des politiques sectorielles notamment** entre les plans nationaux de développement de la santé, d'investissement agricole, de protection sociale, d'éducation/alphabétisation, d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ;
- **Encourager et renforcer la mise en œuvre de directives alimentaires et nutritionnelles nationales, appuyées par la FAO et l'OMS**, pour informer le public à travers les campagnes de sensibilisation sur la nutrition et les réglementations alimentaires ;
- **Prendre des normes au niveau national** pour l'allaitement, les aliments transformés (gras, sucre, sel et autres additifs), les repas scolaires, les programmes d'aide alimentaire, etc. en créant des incitations pour l'industrie alimentaire à fournir des aliments plus nutritifs et sains.

Une bonne nutrition est le fondement de la santé, du développement et est l'un des meilleurs investissements pour stimuler le potentiel économique des familles, des communautés et des nations. Elle est essentielle à la réalisation du droit des enfants à la vie, à la santé et au développement et au droit à l'alimentation, et essentielle à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

### 3. Quels sont les partenaires concernés ?

Les efforts pour renforcer la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes seront déployés de façon effective au niveau continental sous le leadership de l'Union Africaine et des leaders désignés par l'Union Africaine d'une part, pour les questions de nutrition et d'autre part, pour le suivi de la mise en œuvre de l'agenda 2063. Un large soutien est nécessaire pour encourager une concertation continentale sur les défis et les opportunités. À ce jour, les principaux partenaires sont les suivants :

- La Commission de l'Union Africaine : la Commission des affaires sociales, la Commission en charge de l'économie rurale et de l'agriculture, la Commission en charge du développement humain, science et technologie ;
- La Banque africaine de développement et ALN (« African Leaders for Nutrition ») ;
- NEPAD/AUDA ;
- Agences des Nations Unies : OMS, UNICEF, FAO, PAM, FIDA ;
- Le Mouvement SUN et ses réseaux (donateurs, société civile, agences onusiennes, secteur privé, parlementaires, Business Network)
  - Coordonnateurs résidents et humanitaires des Nations Unies
  - Donateurs / ambassades des pays donateurs dans le pays
  - Chefs d'État et principaux ministres (et ministères)
- Partenaires mondiaux et régionaux et nationaux : Mouvement SUN, EAT, AGRA, WBCSD, FOLU, Global Panel, AGRF etc. ainsi que les différentes Communautés Économiques Régionales -CER- (CEDEAO, CEMAC, ASARECA, SADCC etc.)

#### 4. Calendrier et processus

La Nutrition comme thématique de l'Année 2022 de l'Union Africaine est **soumise par la République de Côte d'Ivoire** soutenue par une coalition de partenaires. Un engagement de tous ces partenaires susmentionnés aidera à soutenir cet engagement pour la nutrition avant, pendant et après l'année 2022 sur tout le continent Africain. Des réunions préparatoires avec ces partenaires permettront d'affiner la note conceptuelle révisée et le plan d'action qui en découlera.

Le **thème proposé** fera l'objet d'une validation par les pays à travers **les points focaux pays du Mouvement SUN**. Une résolution de l'UA adoptant l'année de la nutrition est attendue afin d'approuver le thème général pour 2022. Une fois la décision prise, il sera important de discuter du suivi, au niveau des Etats, de la mise en œuvre de la résolution avec au besoin une revue à mi-parcours (Juin 2022) et un rapport à faire en fin 2022 sur la mise en œuvre de la thématique de la nutrition.

#### 5. Annexe : Ebauche de calendrier et liste des personnes et pays clés au niveau régional/global

De nombreux événements mondiaux et régionaux (conférences, fora etc.) en 2021 et 2022 peuvent servir d'opportunité de réaffirmer l'engagement politique des gouvernements africains pour la nutrition. Ils seront reflétés au niveau national dans les dialogues politiques et autres consultations/conférences.

| Niveau global   | Niveau régional   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommet pour la nutrition et la croissance 2021</li> <li>• Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires 2021</li> <li>• La Conférence mondiale sur le climat</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommet UA : Lancement de l'année pour la nutrition par l'UA</li> <li>• Réunion de la "African Taskforce on Food and</li> </ul> |

|  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sommet sur la couverture sanitaire universelle (Japon – TBC)</li> <li>• Forum Economique Mondial</li> <li>• Le Forum EAT</li> <li>• Le Sommet AGRF</li> <li>• Réunions printanières et automnales de la Banque Mondiale et du FMI</li> <li>• Assemblée Mondiale de la Santé</li> <li>• Assemblée Générale des Nations Unies</li> <li>• Les Sommets du G7 et du G20</li> <li>• Forum Politique de Haut Niveau (HLPF)</li> <li>• Le lancement du rapport SOFI</li> <li>• Les réunions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)</li> <li>• Rassemblement mondial des pays du SUN</li> </ul> | <p>Nutrition for Development” (ATFFND).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• G5 Sahel : Sommet de la conférence des chefs d’Etat</li> <li>• Réunions régionales (CEDEAO/ CEMAC/ Afrique Australe etc.)</li> <li>• Forum et conférences régionales sur la nutrition</li> <li>• Conférences régionales : FANUS/ FOLU/ AGRA/ EAT etc.</li> <li>• Assemblées annuelles de la BAD</li> <li>• Lancement du rapport SOFI dans un pays Africain (suggestion)</li> <li>• Lancement du rapport mondial sur la nutrition (GNR) en Afrique (suggestion)</li> </ul> |
|--|--|

#### **Liste des pays et acteurs clés au niveau régional / mondial**

- La République de Côte d’Ivoire – Championne de l’Union Africaine pour le suivi de la mise en œuvre de l’agenda 2063 et émissaire de haut niveau pour le Mouvement Mondial SUN ;
- Le Royaume du Lesotho – Champion de l’Union Africaine pour la nutrition ;
- L’ensemble des pays et de Chefs Gouvernements membres de l’UA (y compris les pays membres du Mouvement SUN) ;
- Achim Steiner, Administrateur PNUD ;
- Robert Piper, Sous-Secrétaire général à la coordination du développement ;
- Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur Général de l’OMS ;
- Henrietta Fore, Directrice Exécutive de l’Unicef ;
- Qu Dongyu, Directeur général de la FAO ;
- Gilbert Hounbo, Président du FIDA ;
- Dr Akinwumi Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement Scaling Up Nutrition ;
- Agnes Kalibata, Envoyée spéciale pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 ;
- Dr Patricia NGORAN - T. YOBOUE (Point Focal SUN et conseillère à la Présidence de la République de Côte d’Ivoire, chargée des questions de nutrition, alimentation de développement de la petite enfance) ;
- Principaux bailleurs en nutrition, notamment la Banque mondiale, la Commission européenne, la Fondation Bill et Mélinda Gates et des donateurs bilatéraux membres du Mouvement SUN (Royaume-Uni, Canada, Japon, Suisse, France, Pays-Bas, Allemagne, États-Unis, etc.).

## PROJET DE PLAN D'ACTION

---

### Contexte

La proposition d'inscrire la nutrition comme thème principal du Sommet de l'Union Africaine en 2022 a été soumise par le Président de la République de Côte d'Ivoire, S.E.M. Alassane Ouattara. Cette proposition vise à maintenir un élan politique fort sur la nutrition dans le continent Africain. Il s'agirait d'une occasion unique de renforcer durant l'année 2022, l'engagement continental pour mettre fin à la malnutrition étant donné : i) les conséquences de la crise du COVID-19 sur la nutrition, ii) l'organisation des Sommets pour la Nutrition et la Croissance<sup>12</sup> et sur les systèmes alimentaires.

Le présent document est une ébauche de plan d'action pour améliorer l'intégration de la nutrition dans les stratégies et politiques de développement du continent africain en 2022. L'objectif est de définir les voies et moyens de réaliser les résultats fixés dans la note conceptuelle « **Renforcer la résilience en matière de nutrition à travers le continent Africain** » en 2022.

Le plan d'action est détaillé sur différents niveaux (continental, régional et national) et met en évidence des objectifs, résultats souhaités, indicateurs de résultats et activités indicatives.

### Niveau continental

Les efforts pour renforcer la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes seront déployés de façon effective au niveau continental sous le leadership de l'Union Africaine (Commission des affaires sociales, Commission en charge de l'économie rurale et de l'agriculture, Commission en charge du développement humain, science et technologie) et des leaders désignés par l'Union Africaine d'une part, pour les questions de nutrition et d'autre part, pour le suivi de la mise en œuvre de l'agenda 2063.

### Niveau régional

Les efforts régionaux pour prévenir et lutter contre la malnutrition sont coordonnés et soutenus de manière effective par les Communautés Economiques Régionales /Organisations Régionales, en collaboration étroite avec la Commission de l'UA.

### Niveau national

Les institutions nationales voient leurs capacités renforcées pour mieux lutter contre voire éliminer de manière durable la malnutrition sous toutes ses formes.

---

<sup>12</sup> Le Sommet pour la Nutrition et la Croissance était initialement prévu en décembre 2020. Du fait de la pandémie de la COVID19, ce sommet a été reporté en 2021. Les gouvernements du Canada et du Bangladesh, en partenariat avec le gouvernement du Japon et avec l'aide de la Fondation Bill & Melinda Gates, ont organisé un événement de lancement d'une année d'action Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth ou N4G) le 14 décembre 2020. Plus d'informations sont disponibles [ici](#).

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés   | Résultats escomptés   | Indicateurs de résultats   | Activités à mener   |
|---------------------|---|---|--|---|
| <b>Continental</b>  | <p>1. La Commission de l'UA dispose de la capacité et des ressources nécessaires pour définir, coordonner et assurer le suivi du travail au niveau continental.</p> | <p>Un renforcement des politiques et des instruments continentaux sur la nutrition via :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une meilleure cohérence et une compréhension commune des questions relatives à la nutrition en Afrique</li> <li>• Les Etats Membres de l'UA s'engagent à mettre en œuvre les mesures, dispositions et politiques convenues d'un commun accord</li> <li>• La nutrition est adéquatement intégrée dans les politiques et outils des pays africains</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'adoption/le renforcement d'outils stratégiques de l'UA sur la lutte contre la malnutrition</li> <li>• Le nombre de fora internationaux où l'Afrique présente des positions communes sur la nutrition</li> <li>• Le nombre de politiques et outils africains qui intègrent les questions liées à la nutrition</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer des positions communes lors des fora internationaux sur les questions liées à la nutrition (Nutrition pour la Croissance, Sommet sur les systèmes alimentaires etc.)</li> <li>• S'assurer que toutes les politiques et tous les instruments développés par l'UA prennent en compte et intègrent les documents et protocoles de l'UA sur la nutrition et les accords issues des sommets comme celui sur « les systèmes alimentaires » et celui sur la « Nutrition pour la Croissance »</li> <li>• Apporter un appui dans la formulation des engagements des Etats membres (Sommet sur la Nutrition pour la Croissance, Sommet sur les systèmes alimentaires) (exemple : X% du PIB à la nutrition)</li> </ul> |
|                     | <p>2. Le renforcement par la Commission de l'UA de partenariats avec des acteurs-clés dans le domaine de la nutrition.</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'UA est reconnue par les partenaires comme le leader des efforts menés au niveau continental sur la nutrition en Afrique</li> <li>• Le renforcement des partenariats avec les organisations intergouvernementales, le</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de documents de partenariat signés avec les parties prenantes clés</li> <li>• Nombre d'invitations reçues pour participer à des événements internationaux et régionaux en Afrique et hors de l'Afrique sur la question de la nutrition</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Interagir de manière dynamique et proactive et servir de point d'entrée pour les partenaires en ce qui concerne la question de la mobilisation des ressources pour la nutrition</li> <li>• Stimuler les stratégies pour universaliser les mécanismes de coopération en matière de lutte contre la malnutrition</li> </ul>  |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés | Résultats escomptés  | Indicateurs de résultats   | Activités à mener   |
|---------------------|-----------------|--|--|---|
|                     |                 | secteur privé, les parlementaires, les réseaux de la société civile et de femmes ;<br>• Renforcement des partenariats avec les autorités et les spécialistes travaillant sur les questions de la nutrition | • Les initiatives ou programmes communs établis avec ces partenaires-clés<br>• Les Partenaires techniques et Financiers s'engagent et aident à mobiliser les ressources techniques et financières adéquates pour permettre au continent de résoudre les questions liées à la nutrition | • Promouvoir l'interaction avec les Parlementaires et autres structures décentralisées pour la prise en charge des problèmes de nutrition dans les différentes régions<br>• Coopérer avec différents organismes comme le Mouvement SUN, Global Panel, GAIN entre autres ainsi que le Système des Nations Unies pour, entre autres, l'échange d'informations sur la nutrition avec d'autres régions du monde ; |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés   | Résultats escomptés   | Indicateurs de résultats   | Activités à mener  |
|---------------------|---|---|--|--|
|                     | <p>3. Une Assistance technique et une orientation stratégique sont mises à disposition par la Commission de l'UA.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Commission de l'UA dispose des ressources et des capacités techniques nécessaires pour fournir un soutien efficace aux Etats membres et aux CER /OR</li> <li>• Les Etats membres et les CER/OR sont soutenus dans leurs efforts pour lutter contre la malnutrition</li> <li>• Une plateforme pour le partage des bonnes pratiques et leçons apprises entre pays africains à l'instar du <i>Continental Nutrition Accountability Scorecard</i> de la BAD (African Leaders for Nutrition) ;</li> <li>• Mise en place d'une plateforme de partage de bonnes pratiques et de leçons apprises, (observatoire) ou d'un mécanisme de financement régional/continental comme la plateforme</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un Vivier d'experts est établi et maintenu/ fréquence d'utilisation</li> <li>• Nombre de demandes d'assistance demandée par les Etats membres et les CER/OR reçues et satisfaites par La Commission de l'UA</li> <li>• Les Etats membres et CER/OR reçoivent le matériel et les outils nécessaires développés dans le cadre des efforts continentaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les efforts pour développer et renforcer les capacités des Etats membres dans le domaine de la nutrition et assurer un accès à la formation et au renforcement des capacités</li> <li>• Promouvoir et assister les CER/OR en répondant à leurs besoins et requêtes pour la mise en œuvre de leurs programmes de nutrition</li> <li>• Donner mandat aux CER/OR pour renforcer les capacités, promouvoir la coopération et échanger des informations entre et parmi les mécanismes de coordination nationaux et les organisations internationales</li> <li>• Promouvoir les efforts pour fournir aux journalistes et aux médias des formations spécialisées sur les questions liées à la malnutrition</li> <li>• Promouvoir entre pays, les bonnes pratiques en matière de lutte contre la malnutrition</li> </ul> |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés  | Résultats escomptés  | Indicateurs de résultats   | Activités à mener |
|---------------------|--|--|--|-------------------|
| Régional            | 1. Amélioration de la coordination et de la collaboration dans et entre les CER/OR sur les questions liées à la malnutrition | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les mécanismes de coordination institutionnelle dans et entre les CER/OR sont améliorés</li> <li>• Le partenariat avec les organisations intergouvernementales, le secteur privé, la société civile, les parlementaires, le réseau des femmes et les médias est renforcé</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des consultations nationales et régionales impliquant tous les secteurs (société civile, secteur privé, etc.) sont tenues régulièrement.</li> <li>• Nombre de forums tenus entre les organes nationaux de coordination et les communautés locales, afin de promouvoir les efforts conjoints sur la lutte contre la malnutrition</li> <li>• Coordonner et mener des consultations avec les Etats membres, à travers les CER/Organes régionaux, sur les positions nationales dans le cadre des efforts de l'UA pour préparer la formulation des positions et des instruments africains communs</li> <li>• Coopérer avec d'autres régions ayant des problèmes et des dynamiques similaires, afin de développer des mécanismes pour l'échange d'informations sur le sujet de la nutrition</li> <li>• Entreprendre un dialogue entre Etats et acteurs</li> </ul> |                   |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés   | Résultats escomptés  | Indicateurs de résultats   | Activités à mener   |
|---------------------|---|--|--|---|
|                     |   |  | <p>non étatiques pour promouvoir les efforts de coopération en matière de lutte contre la malnutrition.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités et promouvoir la coopération et l'échange d'informations entre et parmi les organes nationaux de coordination et les organisations internationales compétentes</li> </ul>             |   |
|                     | <p>2. Développement des politiques et des orientations stratégiques</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des normes minimales, des politiques et des pratiques communes sur la nutrition</li> <li>• Nombre de documents développés qui prennent en compte la nutrition</li> </ul>  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir une compréhension conjointe, au sein des Etats membres, sur les liens entre la nutrition et le développement du capital humain.</li> </ul>  |
|                     | <p>3.Assistance technique fournie aux Etats Membres Prises ou harmonisation des textes réglementaires régionaux</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les CER/OR soutiennent les Etats membres pour mettre en œuvre des engagements nationaux dans le cadre de la stratégie de l'UA et sur les instruments internationaux</li> <li>• Les Etats membres reçoivent des outils et des matériels, à leur demande, pour les aider à mieux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre et la variété d'outils disponibles aux Etats membres pour promouvoir la lutte contre la malnutrition</li> <li>• Le nombre d'Etats membres ayant reçu un soutien pour développer et renforcer leurs politiques/stratégies existantes de nutrition</li> <li>• Le nombre d'Etats membres ayant reçu des</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir et soutenir la sensibilisation du public sur la thématique de la nutrition</li> <li>• Promouvoir et soutenir les efforts pour mettre en œuvre une éducation des citoyens et des programmes de sensibilisation du public sur la thématique de la nutrition</li> <li>• Promouvoir et soutenir les efforts pour dispenser aux journalistes et aux</li> </ul> |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés   | Résultats escomptés   | Indicateurs de résultats   | Activités à mener   |
|---------------------|---|---|--|---|
|                     |   | intégrer la thématique de la nutrition dans leur plan de développement  | orientations stratégiques sur la mise en œuvre de programmes nutritionnels   | médias des formations spécialisées sur les questions liées à la nutrition   |
| <b>National</b>     | 1. Des mécanismes de coordination nationale sont créés là où il n'en existe pas et renforcés là où il en existe | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La coordination nationale entre toutes les parties prenantes est créée/renforcée</li> <li>• Tous les secteurs de la société, y compris les réseaux de femmes, la société civile, le secteur privé et les parlementaires s'engagent dans les programmes nutritionnels</li> <li>• Tous les secteurs de la société, y compris les réseaux de femmes, la société civile, le secteur privé et les parlementaires s'engagent dans les programmes nutritionnels</li> <li>• La coordination entre les CER/OR et les autres parties prenantes est renforcée</li> <li>• La coopération entre les Etats Membres de l'Union africaine est améliorée</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nombre de pays disposant de plans nationaux multisectoriels de nutrition</li> <li>• Evaluation des ressources nationales, y compris l'équipement et l'expertise –dont les autres Etats membres peuvent faire usage et qui peuvent être intégrés dans des viviers régionaux et continentaux</li> <li>• Des exemples de coopération réelle dans le domaine de mise en œuvre entre les Etats membres, les CER/OR et autres Etats membres de l'UA (par ex : le partage des ressources nationales, des équipements, des compétences et de l'expertise)</li> <li>• Le nombre et l'impact des consultations tenues avec les différents secteurs sociaux pertinents pour la nutrition</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Engager et inclure tous les secteurs ministériels, le secteur privé et la société civile lors de la formulation et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux sur les questions liées à la malnutrition</li> <li>• Augmenter la sensibilisation, l'éducation et la formation dans les écoles, dans la société civile, y compris les réseaux de femmes, les médias et les parties prenantes compétentes.</li> <li>• Organiser des consultations et/ou des conférences périodiques entre les gouvernements, les parlementaires et la société civile pour débattre des progrès et des besoins liés à la mise en œuvre du plan national.</li> <li>• Organiser des consultations et/ou des séminaires pour discuter de la mise en œuvre des engagements nationaux pour la nutrition</li> </ul> |

| Niveau d'engagement | Objectifs Visés  | Résultats escomptés  | Indicateurs de résultats  | Activités à mener   |
|---------------------|--|--|---|---|
|                     |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les informations sont échangées entre les organes nationaux de coordination, les autres États et leurs CER/OR respectifs</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre et les résultats obtenus de projets conjoints développés et mis en œuvre qui impliquent les différents secteurs ministériels</li> <li>• Le nombre et les résultats obtenus de projets entrepris impliquant les parties prenantes sur la question de la nutrition</li> </ul>  |   |
|                     | <p>2. Les politiques nationales et les instruments juridiques intègrent les normes et les pratiques internationales, continentales et régionales un point sur l'allocation domestique mécanisme de financement nationaux</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les lois et les politiques nationales sont amendées et/ou harmonisées conformément aux obligations dans le cadre des instruments régionaux, continentaux et des Nations unies de lutte contre la malnutrition</li> <li>• Des accords régionaux et internationaux sont signés, ratifiés et mis en œuvre</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le nombre d'États membres qui ont signé, ratifié ou mis en œuvre les obligations dans le cadre des accords multilatéraux</li> <li>• Le rapport d'évaluation qui fait le point et met l'accent sur les lacunes entre les lois et réglementations existantes par rapport aux obligations dans le cadre du contenu de la stratégie de l'UA et des autres instruments</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Signer, ratifier et appliquer les accords/protocoles/conventions bilatéraux, multilatéraux et régionaux ou l'adhésion à ces accords</li> <li>• Établir et adopter ou renforcer les règles et les réglementations nationales</li> <li>• Établir des politiques et des mesures proactives pour créer des conditions politiques, économiques, sociales et culturelles nécessaires, afin de réduire la malnutrition</li> </ul> |



2021-02-04

# Build Momentum for the 2022 African Union Theme: “Building Resilience in Nutrition Across the African Continent “in 2022 (Item proposed by the Republic of Cote d’Ivoire)

African Union

DCMP

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/9209>

*Downloaded from African Union Common Repository*